

# Sommaire

---

## Fonctionnaires

### **25 syndicats et associations menacent Kandia Camara**

Notre Voie - jeudi 11 juillet 2019

### **Manque de logements décents, les fonctionnaires menacent de quitter la localité**

Notre Voie - jeudi 11 juillet 2019

## Société

### **241.103 déclarés admis dont 58,66 % de filles**

L'essor Ivoirien - jeudi 11 juillet 2019

## Politique

### **Alassane Ouattara plaide pour la réciprocité entre les États**

Fraternité Matin - jeudi 11 juillet 2019

### **Alassane Ouattara est rentré hier**

Le Patriote - jeudi 11 juillet 2019

### **Une grosse humiliation pour les "Soroïstes"**

L'essor Ivoirien - jeudi 11 juillet 2019

### **Bédié, Soro, Gbagbo : Au cœur des pourparlers en vue de 2020**

La Lettre du Continent - mercredi 10 juillet 2019

Mutuelle Générale des Enseignants

## 25 syndicats et associations menacent Kandia Camara



**Charles Alain Kla, principal animateur de la conférence du collectif de 25 syndicats et associations.**

25 syndicats et associations membres de l'Assemblée Générale la Mutuelle Générale des Enseignants de Côte d'Ivoire (MGE-Ci), ont ouvertement menacé lundi la ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement technique. Lors d'une conférence de presse organisée à Adjamé, les animateurs de la conférence ont dénoncé ce qu'ils appellent « la danse de sorcières autour de la MGE-CI, ex-Mupemenet », mise en place le 22 juin dernier à Yamoussoukro. Un ballet lugubre dont l'objectif est mettre notre mutuelle sous la coupe de Mme Kandia Camara et son cabinet». Alain Kla, le principal animateur de la conférence en question, porte-parole du collectif des 25 syndicats et associations membres de l'assemblée Générale de la MGE-CI, n'a pas eu la langue de bois. « Notre mutuelle qui est une mutuelle sociale n'appartient pas à l'Education nationale. Si la ministre Kandia reconnaît quelqu'un qui n'est pas élu par l'A.G, comme le bruit court, c'est sur la base de quoi cette reconnaissance est-elle fondée ? Non, il faut arrêter ça ! C'est notre mutuelle et

nous allons la protéger. C'est la seule mutuelle mieux gérée actuellement en Côte d'Ivoire. Qui ne doit pas à ses fournisseurs. Nous refusons qu'on veuille transformer notre mutuelle en caisse noire d'un cabinet ministériel», a martelé Alain Kla. Le collectif des syndicats et des associations est convaincu qu'il n'y a pas de crise à la mutuelle. Mais « c'est le ministère de l'Education nationale dont relève effectivement la grande majorité des mutualistes qui, bien que n'étant pas la tutelle de la mutuelle, tente par tous les moyens d'en avoir le contrôle ». Tout « en s'appuyant sur des membres de l'ancien conseil d'administration et des syndicalistes non adhérents ». Et d'appeler les mutualistes au calme et à la sérénité, pour se mobiliser autour du Conseil d'Administration qui entreprend sous peu une tournée nationale d'information et de sensibilisation ». La conférence de presse est revenue aussi dans les moindres détails sur ce qui s'est passé à Yamoussoukro par rapport à l'Assemblée générale extraordinaire qui a abouti à la dissolution de la Mupemenet-ci. Avec pour conséquences immédiates, l'amendement des textes « afin de les rendre plus opérationnels et plus dynamiques ». Comme changements fondamentaux, le principal animateur rappelle la dénomination, le champ de recrutement des mutualistes, la composition du Conseil d'Administration, la composition de l'AG et la gestion des conflits internes. Les conférenciers ont par ailleurs jeté un coup d'œil sur le courrier adressé par le ministre Abinan de l'Emploi et de la Protection sociale, à Cissé Vacaba comme PCA de la Mupemenet-ci, le légitimant du coup. Courrier qui, se rassurent-ils, précise clairement le statut de la mutuelle, le pouvoir de l'Assemblée Générale et les compétences de l'Autorité de régulation de l'Airms.

**FÉLIX TEHA-DESSRAIT**

Zaïbo / Située a une trentaine de kilomètre du chef-lieu de département de Daloa, la sous- préfecture de Zaïbo est à la traîne.

## Manque de logements décents, les fonctionnaires menacent de quitter la localité

Située a une trentaine de kilomètre du chef-lieu de département de Daloa, la sous- préfecture de Zaïbo est à la traîne. Il n'y a pas de locaux pour abriter les services de la sous préfecture dont les services sont délocalisés dans l'enceinte de la préfecture de Daloa. Au nombre des difficultés de Zaïbo, il convient de citer la rareté de logements décents pour les fonctionnaires et agents de l'Etat. Devant cette situation déplorable, un sentiment de désespoir gagne de plus en plus les fonctionnaires en service dans la localité qui menacent de s'en aller. Les enseignants du collège moderne, des établissements scolaires privés secondaires et primaires ont, pour la plupart, leurs familles dans la commune de Daloa. Jules Wombléhon Zré, un cadre de Zaïbo, conscient de la situation, lance un appel : « il reste à renforcer l'entente, la solidarité entre les cadres pour planifier et promouvoir tous les aspects du développement de notre localité. Les cadres ont un devoir de pleine participation au développement de leur localité. Nous devions tous contribuer au progrès de Zaïbo ». Avant de reconnaître les efforts du conseil régional du Haut Sassandra. « Le conseil régional joue sa partition. Nous avons un collège moderne. Ce n'est pas lui qui va venir construire des maisons pour ceux qui travaillent chez nous. Les fils et les filles de Zaïbo doivent renforcer l'union, l'entente entre eux pour développer leur localité». Les terrains urbains attribués Zaïbo sont toujours dans la broussaille. Parlant des difficultés dans le transport, dame Virginie Yao Akissi, habitante de Zaïbo, affirme ceci : « Le réseau routier se dégrade quand il pleut ». Et le président du conseil régional, Alphonse Djédjé Mady, de reconnaître ce fait lors d'une session du conseil : «L'ennemi de nos efforts dans l'entretien routier, c'est malheureusement la pluie. Quand on sait que le bien-être social en milieu rural et urbain est étroitement lié au développement des infrastructures de base, notamment les voies de transport, l'électricité, l'hydraulique villageoise, des infrastructures sanitaires et éducatives, j'ose dire que le conseil régional est à l'écoute des populations ».

**JOSEPH GBEULY**

Sur 420.674 candidats qui ont présenté l'examen du Brevet d'étude du premier cycle (Bepc) 2019, 241.103 sont déclarés admis soit 57,31% contre 60,14 % en 2018 et 60,08 % en 2017.

## 241.103 déclarés admis dont 58,66 % de filles



Mme Dosso Nimaga Mariam, Directrice des examens et concours.

Sur 191.799 filles qui ont composé, 112.513 sont déclarées admises soit 58,66 %. Quant aux garçons, sur 228.875 candidats, 128.590 ont été déclarés admis soit 56,18%. C'est la directrice des examens et concours, Dosso Nimaga Mariam qui a proclamé officiellement ces résultats, ce mardi 9 juillet, dans les locaux de la Deco sis au Plateau. Selon elle, la baisse du taux d'admission cette année est le résultat des grèves répétées. « La session 2019 se solde donc par des résultats en baisse de 2,83 points par rapport à la session 2018. C'est dire combien nous regrettons les perturbations de l'année et leurs conséquences sur les résultats scolaires », a-t-elle déploré. A noter que l'examen du Bepc 2019 a commencé par l'oral d'anglais le mardi 11 et s'est terminé le vendredi 14 juin. Il s'est poursuivi du 17 au 21 juin par les épreuves écrites. Ensuite les corrections suivies des délibérations qui ont pris fin le vendredi 5 juillet. Les compositions se sont déroulées dans 749 centres sur toute l'étendue du territoire national.



Monnaie unique, Zleca, intégration africaine / Le Chef de l'État est rentré de son séjour français où il a rencontré son homologue Emmanuel Macron.

## Alassane Ouattara plaide pour la réciprocité entre les États

Zone de libre-échange continentale africaine

Ouattara :

**« La mise en œuvre est prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 2020 »** <sup>P.2</sup>

■ Le Président de la République a aussi appelé à la réciprocité entre les États.

• Après le 12<sup>e</sup> sommet extraordinaire de l'Union africaine et une rencontre à l'Élysée avec le Président français, le Chef de l'État est rentré hier.



Le Président de la République est rentré de Paris hier, où il a eu des échanges à l'Élysée avec le Président français, Emmanuel Macron. Auparavant, il a participé au 12<sup>e</sup> Sommet extraordinaire de l'Union africaine pour le lancement de l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), à Niamey. Le chef de l'État a annoncé, à son arrivée à l'aéroport Félix houpouët-Boigny, que les dirigeants africains ont convenus de la mise en œuvre effective, le 1<sup>er</sup> juillet 2020, du vaste projet d'intégration. « Nous avons été ambitieux en indiquant que la mise en œuvre effective de la Zlecaf doit avoir lieu le 1<sup>er</sup> juillet 2020 » a annoncé Alassane Ouattara. Et pour lui, il ne suffit pas de signer et de ratifier les textes relatifs au projet, mais il faut passer concrètement à l'action parce qu'« avoir un marché unique pour les marchandises et les services est bénéfique pour l'ensemble du continent. Car ce sera, précise-t-il, l'occasion de renforcer l'intégration économique du continent et d'améliorer les conditions de vie des populations plutôt que de recourir à l'aide et à l'assistance extérieure. C'est cet exemple, a-t-il dit, que la Côte d'Ivoire montre au niveau continental avec environ 24% de taux de

commerce intra africain par rapport à 20% au niveau de l'ensemble du continent. Rentré en compagnie de son épouse Dominique Ouattara, du Premier ministre Amadou gon Coulibaly et du Secrétaire général de la Présidence, Achi Patrick Jérôme, le Chef de l'État a été accueilli à sa descente d'avion par le Vice-président de la République, Daniel Kablan Duncan, et une forte délégation des membres du gouvernement. Alassane Ouattara a précisé que la mise en œuvre de la Zlecaf est un véritable défi pour les pays membres de la zone. C'est pourquoi, il souhaite que tous les pays membres fassent des efforts pour y parvenir. « La Côte d'Ivoire fera tout pour être conforme à ses engagements », a-t-il assuré, rappelant que le gouvernement ivoirien a déjà procédé à la levée de nombreux barrages pour fluidifier la circulation des biens et des personnes et faciliter, du fait de son économie libérale, l'installation d'entreprises de la sous-région et même du continent. Dès lors, il appelle les autres pays à lever définitivement les entraves au développement des échanges inter-africains, même s'il précise que ce ne sera pas une décision facile pour tous les États. Le Président ivoirien déplore, en effet, les difficultés auxquelles font face les entreprises ivoiriennes lorsqu'elles veulent s'installer dans les autres pays, tel que cela ressort du rapport du Patronat et du Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (Cepici). « Nous insistons sur la réciprocité et la nécessité de faire en sorte que les entreprises ivoiriennes qui ont montré leurs capacités de production et de transformation puissent s'installer dans le pays de leur choix », a-t-il souligné. Avant de rappeler les avantages que gagne l'Afrique si les États s'engagent à commercer entre eux. Car si cela est fait, ce sera commercer entre 1,300 milliard d'habitants et plusieurs milliards de devises qui circulent d'un pays à un autre. Ce qui boosterait considérablement la croissance économique des pays. Alassane Ouattara s'est, enfin, prononcé sur la rencontre du 9 juillet avec Emmanuel Macron. Il dit avoir passé au crible les questions bilatérales, nationales, régionales et internationales. tout en rappelant l'excellente relation entre les deux pays, le Chef de l'État a confié que des décisions ont été prises concernant la réalisation du métro d'Abidjan. « Les choses sont maintenant en place concernant l'accord sur les prix et les détails techniques », a-t-il assuré. Autres sujets à l'ordre du jour à l'Élysée, la réalisation de l'Académie régionale de lutte antiterroriste et la question sécuritaire sous régionale. Selon le Président de la République, les travaux de l'académie commenceront le plus rapidement possible. Pour l'heure, le Président français et lui ont pris la décision de mutualiser leurs

efforts pour freiner les difficultés sécuritaires que connaissent certains pays.

**HERVE ADOU**

APRÈS NIAMEY ET PARIS / Le 12ème sommet extraordinaire des chefs d'Etat de l'Union Africaine s'est tenu le dimanche 07 juillet dernier à Niamey au Niger.

## Alassane Ouattara est rentré hier



**Après avoir pris part au 12ème sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine à Niamey et poursuivi sa mission à Paris, le président de la République est rentré hier.**

Le 12ème sommet extraordinaire des chefs d'Etat de l'Union Africaine s'est tenu le dimanche 07 juillet dernier à Niamey au Niger. Le chef de l'Etat Alassane Ouattara qui a pris part à cet important sommet a ensuite eu un séjour à Paris, la capitale française, où il s'est entretenu avec le président de la République française, Emmanuel Macron. De retour au pays hier, le président de la République a fait un compte rendu succinct des échanges qu'il a eus avec ses pairs africains et le point de son entretien avec le président français Emmanuel Macron. « Je rentre d'une mission qui m'a conduit successivement à Niamey et à Paris. A Paris, hier (mardi dernier, ndlr) où j'ai eu un entretien avec le président Emmanuel Macron. C'était une belle rencontre qui a duré plus d'une heure de temps. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de nos consultations régulières. Je l'avais déjà rencontré en début d'année au mois de février, nous avons évoqué les questions bilatérales, régionales et internationales. Comme vous le savez, les relations entre nos deux pays sont des relations anciennes, fortes, excellentes et nous avons réaffirmé notre volonté de continuer de nous consulter sur les questions d'intérêt commun, mais également sur les questions internationales. Au plan national, nous avons évoqué les dossiers en cours tels que le métro d'Abidjan. Les choses sont maintenant bien en place en ce qui concerne les discussions sur l'accord des prix et les détails techniques », a déclaré hier à son arrivée à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny, Alassane Ouattara. Le chef de l'Etat a indiqué que le 12ème sommet des chefs d'Etat était consacré au lancement de la phase opérationnelle de

l'accord sur la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF). Ce sommet important a vu la participation d'environ trente chefs d'Etat. « Il y a eu une très belle mobilisation des autorités et des populations nigériennes. Je voudrais leur rendre hommage. Et les féliciter pour la parfaite organisation de ce sommet important. Les chefs d'Etat se sont accordés à constater que la ZLECAF est un pas important vers l'intégration complète du continent. Vous le savez, le passeport biométrique a été déjà mis en œuvre, les différentes régions ont des communautés régionales et tentent au mieux de renforcer l'intégration pour avoir un marché unique, il faut qu'on y arrive, ce ne sera pas chose facile, mais cela permettra de renforcer l'intégration économique du continent, et d'améliorer les conditions de vie des populations. J'ai toujours été d'avis que le commerce est la meilleure voie pour parvenir au développement et non pas l'aide de l'assistance des autres. Et je crois que la Côte d'Ivoire montre l'exemple puisque le commerce intra-africain, pour la Côte d'Ivoire est de plus de 20% par rapport au taux de 7% pour l'ensemble du continent », a expliqué le chef de l'Etat. Puis d'indiquer qu'au cours des travaux, les chefs d'Etat ont passé en revue les différents textes qui fondent la zone de libre échange, afin de s'accorder sur ce qui reste à faire, de manière très détaillée « parce que c'est un travail considérable, il ne s'agit pas de signer ou de ratifier les textes, il faut maintenant la mise en œuvre et nous avons été ambitieux en indiquant que la mise en œuvre effective doit avoir lieu le 1er juillet 2020 » a dit avec assurance le président la République, Alassane Ouattara, tout en précisant que c'est un défi important parce qu'à l'intérieur des pays il y a des entraves à la libre circulation des biens et des personnes. Et qu'au-delà des volontés politiques, des efforts considérables doivent être faits au niveau des différents Etats. « Nous avons été alerté par le patronat ivoirien que ce n'est pas facile pour les entreprises ivoiriennes de s'installer dans les pays de la sous-région. J'ai donc fait observer que la Côte d'Ivoire est bien avancée et que nous souhaitons la réciprocité d'établissement pour les entreprises ivoiriennes, étant entendu que la Côte d'Ivoire admet l'installation des entreprises de la sous-région » a-t-il conclu.

M. K

Abidjan, capitale de la Francophonie pendant 5 jours

## Une grosse humiliation pour les "Soroïstes"



Soro Guillaume a tout perdu.

**Du 05 au 09 juillet 2019, Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire a abrité la 45ème Assemblée Parlementaire de la Francophonie, un camouflet pour l'Honorable Soro Kigbafori Guillaume et ses hommes couverts de nos jours de honte !**

L'ancien président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire, Soro Kigbafori Guillaume et ses "hommes", viennent d'essayer une grosse humiliation et la plus grande honte de leur vie. Car ils avaient tambouriné hier à toutes les portes pour obtenir, soit la délocalisation, soit le report de ces assises. Ils ont bataillé pour rien, car personne n'a prêté l'oreille à leur spectacle bien ridicule et puéril. Ils n'avaient pas les textes règlementaires et statuts de l'APF avec eux, mais ont servi tout de même du pipeau à leurs concitoyens. Ils ont été aidés en cela par les députés membres des groupes parlementaires PDCI-RDA, Vox Populi et Rassemblement engagés dans une "rébellion aussi ridicule" contre l'élection de "Tchomba" à la présidence de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire. Et ont poursuivi le ridicule en boycottant la 45ème Assemblée Parlementaire de la Francophonie à Abidjan. Ils se sont donc tenus très loin du Sofitel Hôtel Ivoire, de l'Eden Golf Hôtel et de Event Club où se déroulaient les différents travaux. Ils voulaient, ô comble de ridicule, une invitation spéciale de "Tchomba" comme s'ils n'étaient pas des députés ivoiriens, mais plutôt des hôtes de la Côte d'Ivoire. Quel comportement bien puéril ? Les voilà qui se ridiculisent aujourd'hui en arguant qu'ils n'ont pas été conviés à cette 45ème Assemblée. Des arguments qui ne tiennent pas debout. L'APF n'a que faire de ces députés au jeu démocratique bien malsain. L'APF avancera sans eux. Ils

sont venus des quatre coins du monde entier pour plébisciter Amadou Soumahoro. La politique de la chaise vide n'a jamais payé en politique, mais ils s'y comportent tout de même. Conséquence, ils n'ont aujourd'hui sue leurs yeux pour pleurer sur leurs "enfantillages politiques". Pourquoi n'étaient-ils pas là pour brandir les textes sur lesquels ils se fondent pour déclarer l'élection de "Tchomba" illégitime ? Ils ont vendu du vent, certainement par pure mauvaise lecture des textes règlementaires. Une "gifle" bien administrée par l'APF qui n'a pas tenu compte de ces députés de l'opposition qui se ridiculisaient, de la sorte.

**IGOR WAWAYOU**





Henri Konan Bédié s'active pour former un front commun avec Laurent Gbagbo et Guillaume Soro pour la présidentielle d'octobre 2020. Une initiative que la présidence ivoirienne s'efforce de torpiller.

## Bédié, Soro, Gbagbo : Au cœur des pourparlers en vue de 2020

**Henri Konan Bédié s'active pour former un front commun avec Laurent Gbagbo et Guillaume Soro pour la présidentielle d'octobre 2020. Une initiative que la présidence ivoirienne s'efforce de torpiller.**

l'agenda de l'ancien président de l'Assemblée nationale et faire remonter toute information susceptible d'une exploitation politique.

Arrivé le 2 juillet à Paris, l'ex-président ivoirien Henri Konan Bédié sera avant la fin de la semaine à Bruxelles pour de longs pourparlers avec Laurent Gbagbo, assigné à résidence dans cette ville en attendant l'appel de la Cour pénale internationale (CPI). Bédié veut non seulement finaliser l'alliance entre son Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, mais il souhaite également que l'ancien président de l'Assemblée nationale Guillaume Soro se joigne à cette coalition pour le second tour de l'élection présidentielle d'octobre 2020 ( LC n°803). Aucune stratégie définitive n'a encore été arrêtée, mais Bédié penche pour un front uni de l'opposition. Problème : Gbagbo n'a plus adressé la parole à Soro, qui fut son filleul politique, depuis huit ans... A l'issue de l'élection présidentielle de 2010, Soro, alors premier ministre de Laurent Gbagbo, avait en effet reconnu la victoire d'Alassane Ouattara, qui l'avait en retour confirmé dans ses fonctions à la primature. Une trahison que n'a toujours pas digérée Laurent Gbagbo, qu'Henri Konan Bédié espère amener à changer d'avis pour faire barrage au candidat de Ouattara en 2020. Car l'actuel président ivoirien, qui prévoit de se retirer de la politique et se positionne pour diriger le futur fonds d'investissement qatari en Afrique ( LC n°801), pousse son premier ministre Amadou Gon Coulibaly pour 2020 ( LC n°799). Actuellement à Paris lui aussi, le président ivoirien a même déjà présenté son successeur désigné au président français Emmanuel Macron, et ce dès décembre 2017 ( LC n°766). Mais Amadou Gon Coulibaly souffre d'un déficit de popularité très net, déficit confirmé par de récents sondages discrètement commandés à divers instituts par la présidence ivoirienne. Sa candidature en octobre 2020 aurait ainsi à souffrir d'un front commun Bédié-Soro-Gbagbo. La présidence ivoirienne manœuvre donc tous azimuts pour parasiter l'union de l'opposition. Coïncidence ? Une Association des victimes de Guillaume Soro a été créée courant mai en France et a annoncé son intention de porter plainte en France contre l'ex-chef du mouvement des Forces nouvelles. De leur côté, les services de renseignements ivoiriens ont été mandatés pour surveiller